

N° 2017.20.10.261

## ARRÊTÉ DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARBON-BLANC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2211-1, L2212-1 et L2213-1 à 5 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R414-14, R411-25 à 28 et R411-1 à 9 ;

Vu la circulaire n°86-230 du Ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de Police par le Maire, le Président du Conseil Général et le représentant de l'Etat dans le département en matière de circulation routière ;

Vu le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

Considérant les travaux de réfection des trottoirs et raccordement accès riverains (DVL) 31 rue Jean Jaurès à Carbon-Blanc, chez M. DA COSTA, réalisés par l'entreprise EIFFAGE, pour le compte de Bordeaux Métropole, 1<sup>er</sup> CGEP ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1er** : Du 15 octobre au 31 décembre 2017, l'entreprise EIFFAGE est autorisée à effectuer les travaux de réfection des trottoirs et raccordement accès riverains (DVL) 31 rue Jean Jaurès à Carbon-Blanc.

**ARTICLE 2** : Le stationnement sera interdit au droit des travaux.

**ARTICLE 3** : La circulation sera alternée par demi-chaussée au droit des travaux.

**ARTICLE 4:**

- Monsieur le Brigadier Chef Principal de la Police Municipale de Carbon-Blanc
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Carbon-Blanc
- Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
- L'entreprise EIFFAGE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CARBON-BLANC, le 20 octobre 2017  
P°/ Alain TURBY,



Maire de Carbon-Blanc,  
Conseiller métropolitain  
Délégué à la métropole numérique.